

Inclusion financière et consommation des ménages en Côte d'Ivoire : Analyse de la contribution à long terme de la microfinance

Financial Inclusion and Household Consumption in Côte d'Ivoire: Analysis of
the Long-Term Contribution of Microfinance.

Auteur 1 : Cissé Kramoko.

Cissé Kramoko, (PhD)

1Université Alassane Ouattara de Bouaké/ Faculté Sciences Economiques et Développement, Côte d'Ivoire

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Cissé Kramoko (2025). « Inclusion financière et consommation des ménages en Côte d'Ivoire : Analyse de la contribution à long terme de la microfinance », African Scientific Journal « Volume 03, Num 33 » pp: 0336 – 0357.



DOI : 10.5281/zenodo.17775379
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

Cet article analyse l'effet de la microfinance sur la consommation finale des ménages en Côte d'Ivoire, sur la base de données annuelles couvrant la période 1994–2024. L'approche méthodologique repose sur la spécification d'un modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag), permettant d'évaluer les relations de court et long terme entre la consommation des ménages et plusieurs variables explicatives : l'encours de crédit de microfinance (EMF), l'inflation (INF), le crédit bancaire au secteur privé (CREDIT), le taux de chômage (UNEM) et le revenu national disponible brut par habitant (RNDB/hbt). Les données sont issues de la BCEAO et de la base WDI de la Banque mondiale. Les résultats empiriques révèlent un effet positif et significatif des encours de crédit de microfinance sur la consommation à long terme (coefficient = 0,46), confirmant que l'accès au microcrédit améliore la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels. Le crédit bancaire exerce également un effet positif important (0,47), validant l'hypothèse selon laquelle le développement financier soutient la demande intérieure. En revanche, le chômage affecte négativement la consommation (-0,046), soulignant son effet dépressif sur le revenu et le bien-être des ménages. L'inflation a un effet positif marginal. À court terme, seuls les encours de crédit de microfinance montrent une influence significative (0,15), traduisant la réactivité immédiate des ménages à l'accès au crédit. Le terme d'ajustement (CointEq = -0,827) indique une rapide correction des déséquilibres vers l'équilibre de long terme. Ces résultats confirment l'importance de la microfinance dans l'inclusion financière, en particulier pour les populations vulnérables. L'étude recommande des politiques publiques visant à étendre l'accès au crédit à travers une meilleure couverture géographique des institutions de microfinance, un soutien aux groupes marginalisés (jeunes, femmes), et un renforcement des capacités des SFD par la numérisation et l'éducation financière.

Mots clés : Encours de crédit de microfinance ; Consommation ; Modèle ARDL ; Inclusion financière ; Côte d'Ivoire

Abstract

This article analyzes the effect of microfinance on household final consumption in Côte d'Ivoire, based on annual data covering the period 1994–2024. The methodological approach is based on specifying an ARDL (AutoRegressive Distributed Lag) model, allowing for the assessment of short- and long-term relationships between household consumption and several explanatory variables: outstanding microfinance credit (EMF), inflation (INF), bank credit to the private sector (CREDIT), unemployment rate (UNEM), and gross national disposable income per capita (RNDB/capita). The data are sourced from the BCEAO and the World Bank's WDI database. Empirical results reveal a positive and significant effect of outstanding microfinance credit on long-term consumption (coefficient = 0.46), confirming that access to microcredit improves households' ability to meet their essential needs. Bank credit also has an important positive effect (0.47), validating the hypothesis that financial development supports domestic demand. Conversely, unemployment negatively affects consumption (-0.046), highlighting its depressive effect on household income and well-being. Inflation has a marginally positive effect. In the short term, only outstanding microfinance credit shows a significant influence (0.15), reflecting households' immediate responsiveness to credit access. The adjustment term (CointEq = -0.827) indicates a rapid correction of imbalances toward long-term equilibrium. These results confirm the importance of microfinance in financial inclusion, particularly for vulnerable populations. The study recommends public policies aimed at expanding credit access through better geographical coverage of microfinance institutions, support for marginalized groups (youth, women), and strengthening the capacities of MFIs through digitization and financial education.

Keywords: Outstanding microfinance credit; Consumption; ARDL model; Financial inclusion; Côte d'Ivoire.

Introduction

Dans les pays en développement, l'inclusion financière est de plus en plus perçue comme un levier stratégique de réduction de la pauvreté et de soutien au bien-être économique. Parmi ses instruments, la microfinance joue un rôle essentiel en facilitant l'accès au crédit pour les populations exclues du système bancaire formel. Son potentiel à soutenir la consommation des ménages repose sur l'idée qu'un meilleur accès au financement permettrait d'augmenter les dépenses courantes, de lisser les revenus et de faire face aux aléas économiques. Sur le plan théorique, plusieurs fondements économiques et approches soutiennent cette hypothèse.

L'approche keynésienne postule que la consommation est principalement fonction du revenu courant : le crédit, en augmentant les ressources disponibles, permet mécaniquement une hausse de la demande (Keynes, 1936). La théorie du cycle de vie et celle du revenu permanent expliquent que les ménages cherchent à lisser leur consommation au fil du temps, en empruntant durant les périodes de contrainte budgétaire ; dans ce cadre, l'accès au microcrédit peut améliorer la stabilité de la consommation, surtout pour les ménages à revenus irréguliers ou précaires (Modigliani & Brumberg, 1954 ; Friedman, 1957).

Les théories propres à la microfinance apportent un éclairage complémentaire. Le paradigme de la microfinance, notamment à travers les travaux de Yunus (1999) et Armendáriz & Morduch (2010), repose sur l'idée que les contraintes de crédit dans les pays en développement ne sont pas liées uniquement à un manque de capital, mais aussi à des asymétries d'information et à des coûts de transaction élevés. Les institutions de microfinance, par le biais de mécanismes innovants tels que le « crédit solidaire », la « pression de groupe » ou encore le « monitoring social », parviennent à surmonter ces obstacles. Elles permettent ainsi aux emprunteurs informels, souvent perçus comme risqués, d'accéder au crédit, avec des effets potentiels sur la consommation, l'investissement productif, ou encore la résilience face aux chocs économiques. Par ailleurs, la théorie du capital social et les approches institutionnalistes considèrent que la microfinance ne se limite pas à un simple transfert monétaire : elle agit aussi comme un levier d'autonomisation, de construction de réseaux sociaux et de renforcement des capacités économiques, autant de facteurs pouvant influencer durablement les comportements de consommation. Le microcrédit améliore significativement leur bien-être, notamment grâce à l'augmentation des revenus domestiques, des bénéfices des petites entreprises et de l'accession à la propriété (Alqatan & al., 2025).

Toutefois, les résultats empiriques sont loin d'être univoques. En Côte d'Ivoire, certaines études montrent que la microfinance peut avoir des effets positifs sur les revenus, et parfois sur la consommation, en zones périurbaines (Fofana & al., 2015). D'autres, toutefois, soulignent des

limites claires : si la microfinance peut accroître les revenus, elle ne garantit pas une amélioration réelle du bien-être matériel, comme la consommation alimentaire ou les conditions de logement (Koudou, 2009).

Ces limites identifiées au niveau local s'inscrivent dans une littérature internationale critique. Plusieurs évaluations randomisées conduites dans différents pays indiquent que l'impact du microcrédit sur la consommation est souvent marginal, incertain et fortement dépendant du contexte socio-économique (Banerjee et al., 2015). De même, l'inclusion financière, en particulier dans les environnements marqués par l'informalité et la vulnérabilité, ne conduit pas automatiquement à une amélioration durable du bien-être, car les effets attendus sur la consommation peuvent être limités par le surendettement, la mauvaise gestion du crédit ou encore l'instabilité des revenus (Demirgüç-Kunt et al., 2022).

Parallèlement, les données statistiques récentes en Côte d'Ivoire révèlent une évolution significative des deux variables concernées. L'encours de crédit octroyé par les institutions de microfinance est passé de 364 milliards FCFA en 2017 à plus de 746 milliards FCFA en 2023, traduisant une croissance soutenue du secteur (MFB/DGTCP, 2023). Dans le même temps, les dépenses de consommation des ménages, mesurées en proportion du PIB, ont également connu une hausse, passant de 18 709 milliards FCFA en 2017 à 32 720,7 milliards FCFA en 2023, selon les données de la Banque mondiale (WDI, 2025). Cette progression conjointe met en évidence une préoccupation analytique portant sur la nature du lien entre l'essor de la microfinance et l'évolution de la consommation, qu'il convient d'interroger en tant que possible relation structurelle plutôt que simple concomitance conjoncturelle sans lien de causalité établi. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude intitulée « Inclusion financière et consommation des ménages en Côte d'Ivoire : Analyse de la contribution à long terme de la microfinance ».

À la lumière de ces fondements théoriques, de ces résultats empiriques contrastés et de cette évolution statistique conjointe, il devient nécessaire de dépasser les corrélations apparentes pour interroger la robustesse et la durabilité du lien entre microfinance et consommation des ménages dans le contexte ivoirien. Dès lors, une question centrale s'impose :

Dans quelle mesure la microfinance, en tant qu'outil d'inclusion financière, contribue-t-elle durablement à l'évolution de la consommation des ménages en Côte d'Ivoire ?

À partir de cette interrogation, l'objectif principal de cette étude est d'évaluer empiriquement l'effet à long terme des encours de crédits de microfinance sur la consommation finale des ménages ivoiriens. L'hypothèse principale posée est que l'expansion des microcrédits exerce

un effet positif et significatif sur la consommation à long terme, en agissant comme un mécanisme de stabilisation budgétaire pour les ménages vulnérables.

L'originalité de cette recherche réside dans l'adoption d'un cadre macroéconomique et l'utilisation d'une méthodologie économétrique dynamique (modèle ARDL) pour explorer les effets structurels du microcrédit sur la consommation, un indicateur direct du bien-être des ménages. Contrairement à la majorité des études ivoiriennes centrées sur la pauvreté, l'emploi ou l'entrepreneuriat, cet article se concentre sur les dynamiques agrégées de consommation, contribuant ainsi à une meilleure compréhension des canaux macroéconomiques de l'inclusion financière.

L'article est structuré en cinq sections. Après cette introduction, la seconde section présente la revue de la littérature théorique et empirique. La troisième section expose les données et la méthodologie utilisées. La quatrième analyse les résultats empiriques, et la cinquième propose des recommandations de politique publique fondées sur les conclusions obtenues.

1. Revue de littérature

1.1. Revue théorique

L'analyse du lien entre inclusion financière et consommation des ménages s'ancre dans un ensemble cohérent de théories économiques mobilisées dans les champs de la macroéconomie, de la microéconomie intertemporelle et de l'économie du développement. Ces approches fournissent des cadres conceptuels complémentaires pour comprendre comment l'accès aux services financiers, en particulier le microcrédit, peut influencer les comportements de consommation, en particulier dans les pays en développement comme la Côte d'Ivoire.

Dans une perspective macroéconomique, l'approche keynésienne constitue une première base théorique. Elle considère que la consommation est directement déterminée par le revenu courant. Par conséquent, toute augmentation de revenu disponible, induite par l'accès au crédit, conduit mécaniquement à une élévation de la consommation, via un effet multiplicateur sur la demande globale (Keynes, 1936). Le crédit microfinancier, en injectant des liquidités dans les budgets familiaux, est donc perçu comme un instrument de stimulation immédiate de la consommation domestique.

Les théories intertemporelles de la consommation approfondissent cette logique en intégrant la dimension temporelle des décisions des ménages. L'hypothèse du cycle de vie (Modigliani & Brumberg, 1954) postule que les agents cherchent à lisser leur consommation sur l'ensemble de leur trajectoire de vie, en empruntant pendant les phases de revenu faible (jeunesse, crise, vieillesse) et en épargnant durant les périodes excédentaires. Dans ce contexte, la microfinance

offre une réponse aux contraintes de liquidité, en permettant aux ménages vulnérables de maintenir un niveau de consommation stable malgré les chocs de revenu.

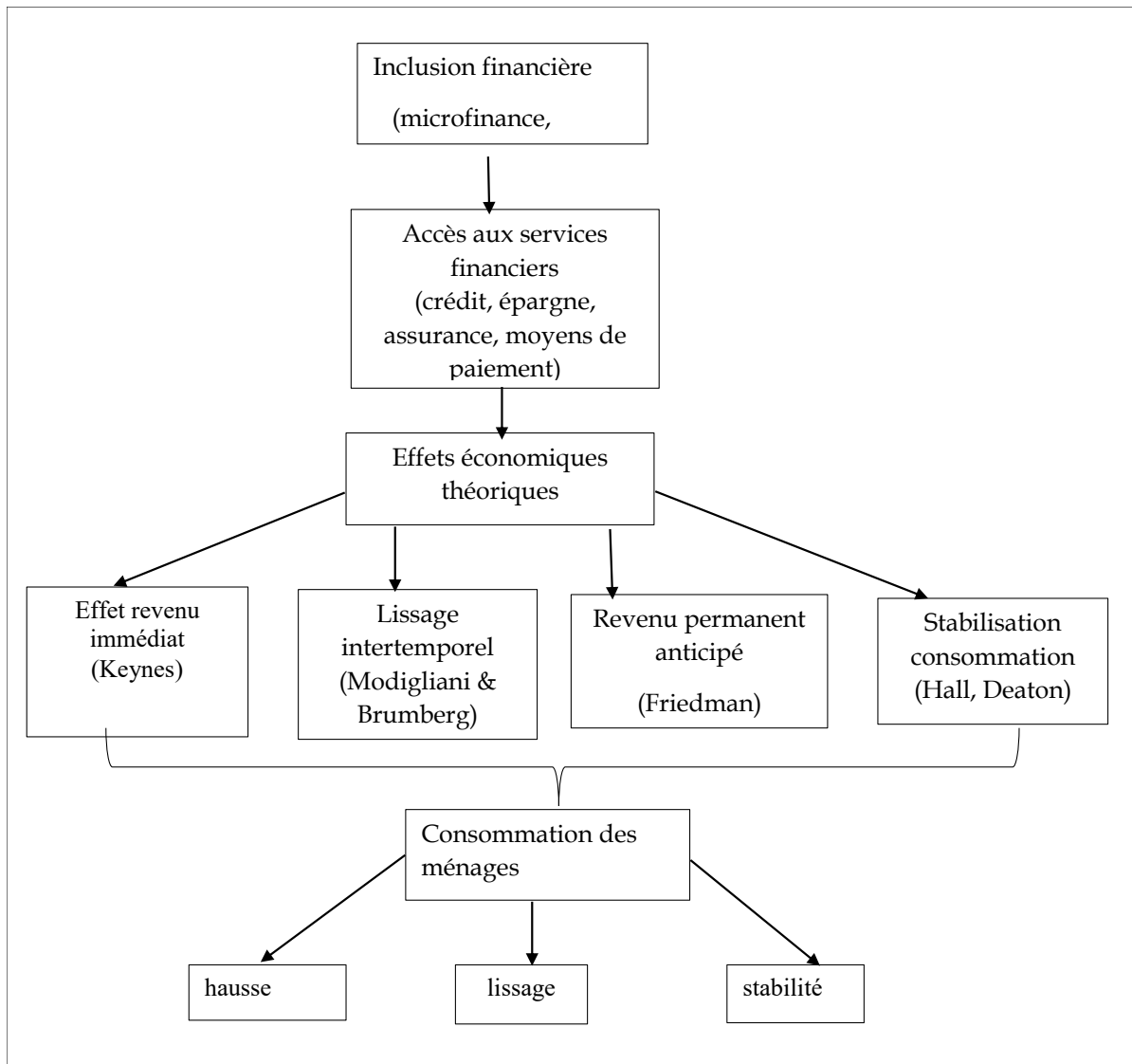
La théorie du revenu permanent (Friedman, 1957) introduit une autre dimension selon laquelle la consommation dépend davantage du revenu anticipé à long terme que du revenu effectivement perçu à court terme. L'accès stable au crédit permet aux ménages d'ajuster leur consommation présente en fonction d'anticipations positives sur leurs revenus futurs, notamment par le biais d'investissements productifs ou d'une meilleure planification budgétaire.

Ces approches sont complétées par des théories de l'économie du développement centrées sur l'inclusion financière. Cette dernière est définie comme la capacité pour tous les individus, notamment les plus vulnérables, d'accéder à des produits financiers formels, abordables et adaptés. Dans cette optique, la microfinance est envisagée non seulement comme un canal d'accès au crédit, mais aussi comme un levier de transformation sociale et économique, en favorisant l'autonomisation des agents, la gestion des risques, et la planification des dépenses (Armendáriz & Morduch, 2010 ; Beck, Demirgüç-Kunt & Levine, 2007).

Enfin, certaines théories introduisent une vision plus nuancée en insistant sur le rôle de l'incertitude et des chocs économiques dans la trajectoire de consommation des ménages. La théorie de la consommation intertemporelle sous incertitude (Deaton, 1992) souligne que les ménages adoptent des comportements de précaution. Dans ce cadre, l'accès au crédit ou à des produits d'épargne protège contre les baisses brutales de consommation en période de crise. La microfinance agit donc comme un amortisseur de chocs, contribuant à la résilience des ménages à travers la sécurisation de leur consommation.

En synthèse, ces approches théoriques convergent vers l'idée que l'inclusion financière, par l'intermédiaire de la microfinance, peut renforcer la capacité des ménages à consommer de manière plus stable et soutenue. Qu'il s'agisse d'un effet de revenu immédiat, d'un lissage intertemporel ou d'un soutien à la résilience face aux aléas économiques, le crédit constitue un vecteur essentiel d'amélioration du bien-être des ménages. Toutefois, la portée de ces effets dépend fortement des conditions d'accès, de la régularité des revenus, des dispositifs d'accompagnement et de la qualité institutionnelle du système de microfinance.

Figure N°1 : Mécanisme de transmission des effets de la microfinance sur la consommation



Source : L'auteur, (2025)

1.2. Revue empirique

Au niveau international, les analyses empiriques sur la relation entre microfinance et consommation des ménages présentent des résultats contrastés, reflétant la diversité des contextes économiques, institutionnels et des modalités d'intervention. Armendáriz et Morduch (2010) montrent que l'accès au microcrédit permet aux ménages de satisfaire des besoins essentiels, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'alimentation. Beck et al. (2007) soulignent également que l'inclusion financière, en facilitant l'accès aux services bancaires de base, peut stimuler la consommation globale et contribuer à réduire les inégalités. Cependant, Banerjee et al. (2015), à travers plusieurs évaluations randomisées dans différents pays en développement, relèvent que l'impact de la microfinance sur la consommation reste souvent modeste et est majoritairement observable chez les ménages déjà engagés dans des

activités génératrices de revenus. Plus récemment, Hikouatcha et al. (2023) insistent sur l'importance de la qualité institutionnelle et de la concurrence dans le secteur de la microfinance en Afrique subsaharienne, deux facteurs déterminants pour la durabilité de ses effets sociaux et économiques. Par ailleurs, Hornuf et al. (2024) mettent en lumière le rôle croissant des services financiers numériques, dont l'adoption contribue à accroître la consommation lorsque ces services sont perçus comme accessibles, utiles et fiables. Enfin, Ahmat (2025) démontre, sur un large échantillon africain, que l'effet de l'inclusion financière sur la consommation est soumis à un seuil critique de transferts financiers, avec une efficacité décroissante au-delà d'un certain niveau. Ces résultats sont corroborés par les données du Global Findex (Demirgüç-Kunt et al., 2022) qui montrent que la digitalisation et l'accès aux services financiers numériques renforcent la résilience des ménages et stabilisent leur consommation à long terme.

En Côte d'Ivoire, les études empiriques sur le lien entre microfinance et consommation des ménages offrent des perspectives complémentaires mais nuancées. Soko (2009) met en évidence que la microfinance a favorisé l'auto-emploi et l'augmentation des revenus des bénéficiaires. Cependant, Koudou (2009) souligne que cette hausse de revenus ne se traduit pas systématiquement par une amélioration durable des conditions de vie, en raison notamment de faibles montants de crédit, d'un manque d'accompagnement et d'une utilisation non productive des fonds empruntés. Ces constats témoignent des limites des effets attendus de la microfinance dans un contexte marqué par une forte informalité économique. Par ailleurs, les études récentes insistent sur l'importance d'une structuration adéquate des services financiers pour maximiser leur impact sur la consommation (Armendáriz et Morduch, 2010 ; Beck et al., 2007). La variabilité des résultats observés au niveau local invite ainsi à approfondir l'analyse des mécanismes institutionnels et socio-économiques spécifiques au contexte ivoirien, tout en tenant compte des avancées internationales sur la digitalisation et la qualité des services. Ces éléments justifient pleinement une analyse empirique approfondie de la contribution à long terme de la microfinance à la consommation des ménages en Côte d'Ivoire.

2. Modèle et méthode d'analyse

2.1. Positionnement épistémologique

Cette étude s'inscrit dans une approche épistémologique positiviste, visant à établir une relation causale mesurable entre la microfinance et la consommation finale des ménages. Dans cette perspective, la réalité sociale est considérée comme objective et accessible par l'observation empirique et la quantification. La méthode hypothético-déductive est mobilisée, permettant de formuler des hypothèses à partir d'un cadre théorique et de les tester à l'aide de données quantitatives. Le modèle économétrique ARDL est retenu comme outil d'analyse afin

d'examiner les effets à court et à long terme de la microfinance sur les dépenses de consommation finale, et d'identifier d'éventuelles causalités directes. Ce positionnement permet ainsi une lecture rigoureuse et objective de l'impact des services financiers à petite échelle sur le bien-être économique des ménages.

2.2. Spécification du modèle

L'évaluation empirique repose sur des données annuelles couvrant la période 1994-2024. Ces données proviennent de sources officielles et fiables. Les informations relatives aux institutions de microfinance ont été extraites des monographies des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), publiées par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Les autres indicateurs macroéconomiques ont été obtenus à partir de la base de données World Development Indicators (WDI) de la Banque mondiale. L'ensemble des séries utilisées a été vérifié en termes de cohérence.

La variable dépendante de cette étude est la consommation finale des ménages.

Dépense de consommation finale des ménages : Il s'agit des dépenses engagées par les ménages pour l'acquisition de biens et services destinés à satisfaire leurs besoins. Les dépenses de consommation des ménages sont souvent considérées comme un indicateur clé du bien-être économique et social des populations. Elles reflètent la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels (alimentation, logement, santé, éducation) ainsi que leurs aspirations en matière de confort, de culture ou de loisirs. Une consommation soutenue et diversifiée témoigne généralement d'un niveau de vie élevé et d'une sécurité économique relative, tandis qu'une consommation faible ou instable peut indiquer une vulnérabilité ou une précarité. Ainsi, au-delà de leur rôle macroéconomique dans la demande globale, les dépenses de consommation traduisent concrètement le niveau de bien-être matériel dont disposent les ménages au quotidien.

Les variables explicatives principales incluent :

L'encours des crédits accordés par les institutions de microfinance, rapporté au PIB (EMF), qui constitue la variable d'intérêt pour évaluer l'effet de la microfinance sur la consommation finale des ménages. Selon les contraintes de liquidité (Stiglitz & Weiss, 1981), les ménages pauvres sont souvent exclus du crédit bancaire classique ; ils font face à des contraintes de liquidité qui limitent leur consommation et leurs investissements. La microfinance lève ces contraintes en fournissant des crédits (même petits), elle permet aux ménages d'augmenter leurs dépenses de consommation ou d'investir dans des activités génératrices de revenu. De même, Modigliani (1966) souligne l'importance du crédit pour lisser la consommation au fil du temps dans sa théorie du cycle de vie.

Le taux d'inflation (INF) : C'est la hausse généralisée et continue du niveau des prix des biens et services dans une économie. Il est utilisé comme indicateur de stabilité macroéconomique. Un environnement macroéconomique stable est généralement considéré comme propice à l'investissement. Selon Keynes (1936), en période d'inflation, le pouvoir d'achat diminue si les salaires nominaux n'augmentent pas au même rythme que les prix. La consommation réelle tend donc à baisser, surtout pour les ménages à revenu fixe ou faible.

Taux de chômage (UEM), également exprimée en pourcentage du PIB, qui reflète la capacité de financement domestique et peut jouer un rôle déterminant dans la formation du capital. Selon Keynes (1936), si le chômage augmente, le revenu disponible diminue et la consommation baisse. La théorie du revenu permanent (Milton Friedman, 1957), stipule que si le chômage est perçu comme temporaire, les ménages ne réduisent pas drastiquement leur consommation. Mais si le chômage devient structurel ou durable, le revenu permanent anticipé baisse ainsi que la consommation. Au total, un taux de chômage élevé signifie qu'une part plus grande de la population active ne reçoit pas de revenu d'activité. La conséquence est une baisse du revenu agrégé disponible, ce qui conduit à une réduction de la consommation des ménages, un élément clé de la demande globale.

Revenu national disponible brut/Habitant (RNDB/hbt) : Le revenu national disponible brut par habitant (RNDB/hbt) est un déterminant structurel majeur de la dépense de consommation des ménages, car il reflète la capacité globale d'un pays à consommer ou épargner. Selon la théorie keynésienne (Keynes, 1936), la consommation croît avec le revenu courant, mais de manière moins que proportionnelle, car une partie est épargnée. La théorie du revenu permanent (Friedman, 1957) soutient que les ménages basent leur consommation sur une estimation à long terme de leur revenu. Ainsi, seules les hausses durables du RNDB entraînent une augmentation significative de la consommation, tandis que les hausses temporaires incitent à l'épargne. Enfin, la théorie du cycle de vie (Modigliani & Brumberg, 1954) suggère que les individus cherchent à lisser leur consommation sur la durée. Une hausse du RNDB peut donc amener un ajustement progressif de la consommation, en fonction du moment de la vie de chaque ménage.

En somme, une augmentation durable du RNDB accroît la capacité des ménages à consommer, ce qui se traduit généralement par une hausse de la consommation agrégée. Toutefois, l'ampleur de cette réponse dépend des anticipations des ménages, de leur situation dans le cycle de vie, et de leur propension marginale à consommer.

La spécification de base du modèle peut s'écrire à travers l'équation :

$$cons = f(emf, crédit, tinf, unem) \quad (1)$$

Des variables ont été transformées en logarithmes afin de faciliter l'interprétation des coefficients sous forme d'élasticités et de stabiliser la variance des séries.

2.3. Stratégique empirique

La présente analyse repose sur l'estimation d'un modèle d'autorégression à retards échelonnés (ARDL), un cadre particulièrement adapté à l'étude des dynamiques de court et de long terme entre variables présentant des ordres d'intégration mixtes, $I(0)$ et $I(1)$, à condition qu'aucune ne soit intégrée d'ordre deux.

Dans un premier temps, des tests de racine unitaire (ADF, Phillips-Perron) sont appliqués afin de déterminer les propriétés de stationnarité des séries et d'assurer la validité de l'approche ARDL. Une fois les conditions remplies, le test de cointégration de Pesaran et al. (2001), ou Bound Test, est mis en œuvre pour évaluer l'existence d'une relation stable de long terme entre les variables. En présence de cointégration, le modèle ARDL est estimé, permettant d'analyser les effets dynamiques des encours de crédit de microfinance sur la consommation finale des ménages, en intégrant des variables macroéconomiques de contrôle.

Afin de garantir la robustesse des résultats et la validité des inférences, plusieurs tests de diagnostic sont effectués sur le modèle estimé. Il s'agit notamment :

- du test de normalité des résidus (Jarque-Bera),
- du test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan ou White),
- du test d'autocorrélation des erreurs (Breusch-Godfrey LM),
- du test de spécification fonctionnelle (Ramsey RESET),

Ces tests permettent de détecter d'éventuelles défaillances structurelles ou violations des hypothèses classiques. En cas de diagnostic négatif, des ajustements méthodologiques sont apportés afin de préserver la cohérence et la stabilité des estimations. Ainsi, l'approche ARDL enrichie par ces tests de robustesse constitue un cadre empirique rigoureux pour l'analyse des interactions entre consommation finale des ménages et encours de crédits de microfinance.

3. Résultats empiriques

3.1. Propriétés statistiques des variables

Les résultats des tests présentés dans le tableau N°1 montrent que les séries sont stationnaires à niveau et en différence première. Ceci implique qu'il n'y a aucune présence de racines unitaires dans la forme à niveau et différenciée de ces variables.

Tableau, N°1: Résultats des tests de racine Unitaire

Variable	Stationnarité à niveau			Stationnarité en différence			Ordre d'intégration
	Modèle	ADF	PP	Modèle	ADF	PP	
Emf_Pib	Aucune	-2,739*	-7,614*	Aucune	-3,441*	-3,551*	I (0)
		0,007	0,000		0,001	0,000	
Cons	Constance	0,063	0,024	et tendance	-5,116*	-5,117*	I (1)
		0,957	0,953		0,000	0,000	
credit	Constante et tendance	-3,715**	-4,723**	Constante	-5,872*	-5,862*	I (0)
		0,036	0,000		0,000	0,000	
Inf	Constante	-8,326*	-10,251*	Constante	-8,629*	-6,655*	I (0)
		0,000	0,000		0,000	0,000	
unem	Constante	-0,808	-1,053	Constante	-4,338*	-4,336*	I (1)
		0,802	0,720		0,002	0,002	

Source : Calculé par l'auteur à partir des données de la BCEAO et de WDI (Année 2025). NB :

*Significatif à 1% ; ** Significatif à 5% ; ***Significatif à 10%

Les séries présentent des ordres d'intégration hétérogènes, ce qui limite l'applicabilité des tests de cointégration traditionnels tels que celui d'Engle et Granger (1987) ou de Johansen (1988, 1991), qui exigent que l'ensemble des variables soit intégré du même ordre. Dans ce contexte, l'approche de cointégration aux bornes proposée par Pesaran et al. (2001) s'avère plus appropriée, car elle autorise la présence conjointe de variables I(0) et I(1).

Les conditions préalables à la mise en œuvre du test de cointégration par l'approche du Bound Testing sont ainsi réunies. Sur la base des résultats des tests de racine unitaire précédemment effectués, le test de Pesaran est appliqué afin d'évaluer l'existence d'une combinaison linéaire stable entre les variables du modèle, indiquant une relation de long terme.

3.2. Résultats des tests de cointégration aux bornes de Pesaran et al (2001)

La sélection du modèle ARDL optimal repose sur le critère d'information d'Akaike (AIC), qui privilégie les spécifications offrant la meilleure qualité d'ajustement, même au prix d'une complexité modérée. Ce critère est couramment utilisé pour identifier la structure de retards la plus pertinente dans les modèles dynamiques.

Selon les résultats, le modèle ARDL (4, 4, 0, 4) affiche la plus faible valeur du AIC parmi l'ensemble des 20 spécifications testées, justifiant ainsi sa sélection comme modèle optimal.

Du tableau N°2, il ressort que la F-calculée (15,789) pour l'équation de l'étude mettant en relation microfinance et formation brute de capital fixe est supérieure à la plus grande valeur de Pesaran et al. (2001) à 1%, 5% et 10%. Ainsi, le test de cointégration de Pesaran et al (2001)

valide l'existence d'un lien de long terme entre l'accumulation de capital productif et les variables explicatives, en particulier l'encours de crédits de microfinance.

Tableau, N°2: Résultats des tests de cointégration de Pesaran et al (2001)

Recettes douanières	Seuil critique	F-stat calculée	Borne <	Borne >	Décision
	10%	47,210	2,2	3,09	oui
	5%	47,210	2,56	3,49	oui
	1%	47,210	3,29	4,37	oui

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de la BCEAO et de WDI (Année 2025)

La confirmation de l'existence d'une relation de long terme, obtenue grâce au test de cointégration aux bornes (Bound Test), permet de poursuivre l'analyse en estimant le modèle ARDL sous sa forme appropriée. Afin d'évaluer la fiabilité et la stabilité des résultats empiriques issus de cette estimation, une série de tests de robustesse et de diagnostic est ensuite menée. Ces tests visent à vérifier la validité des hypothèses sous-jacentes à l'équation économétrique retenue, notamment en ce qui concerne la normalité des résidus, l'absence d'autocorrélation, l'homoscédasticité, la spécification correcte du modèle, ainsi que la stabilité des coefficients dans le temps.

Les tests diagnostiques se sont révélés concluants. Les tests de diagnostic confirment la pertinence du modèle : les résidus sont normalement distribués (test de Jarque-Bera non significatif), l'autocorrélation est absente et l'hétéroscédasticité n'est pas détectée. De plus, le test de Ramsey Reset montre un modèle stable sur la période étudiée.

Tableau N°3: Résultats des tests de diagnostics

Tests statistiques	Corrélation sérielle	Normalité	Heteroscedasticité	Forme Fonctionnelle
Hypothèses nulls	Absence de corrélation sérielle	de Normalité distribution	Homoscedasticité	Bonne spécification
Tests	Breusch-Godfrey	Jarque-Bera	Breusch-Pagan-Godfrey	Ramsey (Fisher)
	4,271	3,782	0,261	0,015
	0,323	0,150	0,976	0,913

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de la BCEAO et de WDI (Année 2025)
Corrélation sérielle est le Breusch-Godfrey test; Normalité is the Jarque Bera test; Heteroscedasticité test is the White (no cross term) and forme fonctionnelle is the Ramsey RESET test.

Étant donné que le test de cointégration de Pesaran (Bound Test) indique l'existence d'une relation de long terme entre les variables, nous pouvons à présent procéder à l'estimation du modèle ARDL afin de quantifier à la fois les dynamiques de court et de long terme.

Par ailleurs, le modèle ARDL s'avère pertinent dans le contexte ivoirien où les politiques de développement du secteur de la microfinance ont été graduellement mises en place depuis les années 1990. L'approche permet de capter l'effet différé des services financiers sur la consommation finale des ménages, dans un environnement économique soumis à de nombreuses variations structurelles (crises politiques, réformes financières, croissance post-conflit).

La représentation ARDL du modèle est :

$$FBCF_t = \alpha + \sum_{i=1}^p \beta_i FBCF_{t-i} + \sum_{j=0}^q \gamma_j EMF_{t-j} + \sum_{k=0}^r \delta_k EPIB_{t-k} + \sum_{l=0}^s \theta_l TINF_{t-l} + \epsilon_t \quad (2)$$

3.3. Résultats des estimations

3.3.1. Estimation de Long terme

Encours de crédit de microfinance (lemf/pib) : La valeur du coefficient est de 0,457. Le coefficient est statistiquement très significatif au seuil de 5%. Une augmentation de 1% du crédit de microfinance entraîne une hausse de 0,46% de la consommation finale des ménages à long terme. La microfinance a une relation positive de long terme avec la dépense de consommation finale des ménages. Ce lien est appuyé par une valeur t élevée en valeur absolue (-9,42) et une p-value de 0,0000, indiquant une significativité forte au seuil de 1 %. La capacité des microfinances à faire du crédit à l'économie contribue à améliorer le niveau de vie des ménages.

Taux d'inflation (inf) : Le coefficient est de 0,020. Le coefficient a un signe positif et est statistiquement et faiblement significatif au seuil de 10%. Une augmentation de 1 point de pourcentage de l'inflation est associée à une hausse de 2,03% de la consommation des ménages à long terme.

Développement financier (crédit) : Les résultats révèlent un coefficient positif et très significatif de 0,474 au seuil de 5%. Une augmentation de 1% du crédit bancaire au secteur privé est liée à une hausse de 0,47% de la consommation finale des ménages.

Taux de chômage (unem) : Le taux de chômage présente un effet négatif et statistiquement très significatif sur la consommation finale des ménages, avec un coefficient estimé à -0,046. Cela signifie qu'à long terme, une augmentation de 1 point de pourcentage du taux de chômage entraîne une baisse de 4,61% de la consommation des ménages, laquelle est ici assimilée à leur bien-être.

Tableau N°4: Coefficients de relations de long terme

Variable	Dependante:				
Icons	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	
lemf	0.457293	0.048529	9.423080	0.0000	
inf	0.020310	0.010916	1.860503	0.0897	
lcrédit	0.474217	0.139466	3.400237	0.0059	
unem	-0.046132	0.015358	-3.003858	0.0120	
C	31.72738	0.625416	50.73005	0.0000	
Observations 31					

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de la BCEAO et WDI (Année 2025)

3.3.2. Estimation de court terme

Le coefficient associé à la variable représentant la variation du crédit de microfinance ($D(\text{lemf})$) est positif et estimé à 0,1487, avec une significativité marginale au seuil de 10 %. Cela indique qu'à court terme, une augmentation de 1 % du crédit de microfinance se traduit par une hausse de 0,15 % de la consommation finale des ménages. Ce résultat suggère que les ménages réagissent relativement rapidement à l'accès au microcrédit, en augmentant leurs dépenses, ce qui soutient l'idée que la microfinance peut jouer un rôle important dans la stimulation immédiate de la demande intérieure, notamment chez les populations exclues du système bancaire traditionnel.

Le terme d'ajustement ($\text{CointEq}(-1)$) présente un coefficient de -0,8277, très significatif, ce qui indique une forte dynamique de retour à l'équilibre à long terme. Concrètement, cela signifie que lorsqu'un déséquilibre se produit entre la consommation finale des ménages et ses facteurs explicatifs de l'équation, 82,8 % de cet écart est corrigé en une seule période (ici, probablement une année). Ce taux de correction élevé montre que le système est hautement stable et que les ajustements vers l'équilibre de long terme sont rapides et efficaces. En d'autres termes, bien que certaines variables n'aient pas d'effet significatif à court terme, le modèle converge rapidement vers sa trajectoire de long terme, ce qui renforce la crédibilité des relations structurelles mises en évidence dans l'estimation de long terme (Cf. tableau 7).

Le taux d'inflation (inf), le développement financier (crédit) et le taux de chômage (unem) sont non significatifs à court terme. Chacune de ces variables a une p-value supérieure aux seuils usuels de significativité (généralement 1 %, 5 % ou 10 %).

Tableau N°5: ARDL (4, 4, 0, 4) short run estimate

Dependent Variable: D(lfbcf), ARDL				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(lemf)	0.148654	0.068832	2.159658	0.0537
D(inf)	-0.005047	0.006409	-0.787532	0.4476
D(lcredit)	-0.127092	0.226150	-0.561981	0.5854
D(unem)	-0.013277	0.017113	-0.775871	0.4542
CointEq(-1)*	-0.827694	0.113118	-7.317067	0.0000
Obsevation	31			

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de la BCEAO et WDI (Année 2025)

4. Discussion

Encours de crédit de microfinance (lemf/pib) : Les résultats empiriques révèlent un effet positif et statistiquement significatif de l'encours de crédit de microfinance sur la consommation finale des ménages, indiquant que l'accès au microcrédit constitue un levier efficace pour soutenir les dépenses des populations, notamment dans les contextes marqués par une forte vulnérabilité financière, comme en Côte d'Ivoire. Ce constat est en adéquation avec la théorie de l'inclusion financière (Morduch, 1995 ; Armendáriz & Morduch, 2010), qui postule que l'accès aux services financiers formels permet aux ménages de mieux financer leur consommation, de lisser leurs revenus dans le temps et de se prémunir contre les chocs économiques. La microfinance apparaît ainsi non seulement comme un instrument de soutien à la consommation courante, mais également comme un moyen d'initier des activités génératrices de revenus.

Cette dynamique peut également être interprétée à la lumière de la théorie de la consommation intertemporelle (Hall, 1978 ; Deaton, 1992), selon laquelle les ménages cherchent à maximiser leur utilité sur le cycle de vie en ajustant leur consommation face aux fluctuations de revenu. En permettant l'accès au crédit durant les périodes de contrainte budgétaire, la microfinance offre aux ménages une meilleure capacité de planification, sans compromettre leur stabilité financière à long terme. Le microcrédit offre aux ménages à faibles revenus des outils pour gérer les risques, lisser leur consommation, accumuler des actifs.

Ces résultats rejoignent les constats faits à l'échelle internationale. Les travaux de Pitt & Khandker (1998) au Bangladesh et de Berhane & Gardebroek (2011) en Éthiopie montrent que le crédit de microfinance favorise une amélioration durable du niveau de vie des ménages. Ces effets ne se limitent pas à une injection temporaire de liquidité, mais traduisent une

transformation plus profonde des comportements économiques et une consolidation du bien-être. Toutefois, l'impact reste modeste à court terme (environ 0,15 %), ce que confirment Diagne & Zeller (2001) et Kaboski & Townsend (2012), notamment en zone rurale, en raison du délai nécessaire à l'utilisation optimale des fonds empruntés.

En conséquence, la microfinance, au-delà de sa fonction strictement financière, remplit une mission sociale essentielle. Elle soutient la consommation des ménages vulnérables, stabilise leurs trajectoires budgétaires et renforce leur inclusion économique. L'effet positif observé dans cette étude plaide pour la mise en œuvre de politiques publiques favorisant son expansion, notamment à travers le développement géographique des institutions de microfinance dans les zones défavorisées, la création de mécanismes de garantie publique ciblant les femmes, les jeunes et les travailleurs indépendants, ainsi que le renforcement des capacités opérationnelles des structures de microfinance via la numérisation, la supervision renforcée et l'éducation financière des bénéficiaires.

Crédit bancaire au secteur privé (crédit) : Le crédit bancaire au secteur privé exerce un effet positif et significatif sur la consommation finale des ménages, mettant en évidence le rôle central de l'inclusion financière dans la stimulation de la demande intérieure. Ce résultat confirme la théorie keynésienne du revenu permanent (Modigliani & Brumberg, 1954 ; Hall, 1978), selon laquelle l'accès au crédit permet aux ménages de lisser leur consommation en anticipant leurs revenus futurs. Il s'inscrit également dans la perspective de la théorie du développement financier (McKinnon, 1973 ; Shaw, 1973), qui postule que l'élargissement de l'accès au crédit bancaire favorise la croissance économique et le bien-être. Des travaux empiriques tels que ceux de Beck et al. (2000) et de Coulibaly & Traoré (2017) confirment ce lien entre crédit bancaire et consommation privée. Toutefois, l'impact à court terme demeure non significatif, ce qui peut s'expliquer par des délais dans l'allocation des crédits ou par leur orientation prioritaire vers l'investissement plutôt que la consommation immédiate. Ces constats soulignent la pertinence d'adopter une politique de développement financier plus inclusive, notamment en encourageant les banques commerciales à concevoir des produits adaptés aux revenus irréguliers des ménages, en renforçant la transparence des conditions de crédit pour restaurer la confiance, et en promouvant des mécanismes d'évaluation du risque plus adaptés aux réalités locales.

Taux d'inflation (inf) : L'effet de l'inflation sur la consommation finale des ménages apparaît essentiellement comme un effet nominal. Le coefficient positif, bien que faiblement significatif, suggère qu'une hausse du niveau général des prix se traduit mécaniquement par une augmentation des dépenses en valeur, sans pour autant impliquer une hausse équivalente en

volume. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre de la théorie quantitative de la monnaie (Friedman, 1963), selon laquelle une expansion de la masse monétaire engendre une élévation des prix, accroissant la valeur monétaire des transactions. Toutefois, cette augmentation reflète davantage un effet prix qu'une réelle amélioration du bien-être des ménages, comme le soulignent les travaux de Koné (2023) dans l'UEMOA.

À court terme, l'effet de l'inflation sur la consommation se révèle non significatif, ce qui peut traduire une certaine prudence des ménages face à l'instabilité des prix. Cette attitude conjoncturelle s'éclaire à la lumière de la théorie de la demande réelle de monnaie (Cagan, 1956 ; Friedman, 1963), qui postule qu'une inflation incertaine conduit les agents à réduire ou différer leur consommation immédiate. Ainsi, bien que l'inflation puisse entraîner une hausse des dépenses nominales, elle ne se traduit pas nécessairement par une amélioration du bien-être réel, en particulier pour les ménages les plus vulnérables.

Dans cette perspective, il convient de renforcer les mécanismes de régulation des prix des produits de première nécessité, de consolider la coordination entre les politiques monétaire et budgétaire pour limiter les effets des chocs inflationnistes, et de promouvoir la production locale afin de réduire la dépendance aux importations sensibles aux fluctuations des prix internationaux.

Chômage : Le chômage exerce un effet négatif et significatif sur la consommation des ménages, confirmant les prédictions de la théorie keynésienne de la demande effective et de la loi d'Okun. Cette relation s'explique par la baisse du revenu disponible et la montée de l'incertitude, qui freinent la demande intérieure (Blanchard & Leigh, 2013 ; Carroll, 1997). À court terme, cependant, l'effet apparaît non significatif, en raison de mécanismes d'ajustement comme l'épargne ou les transferts, tels que décrits par Ando & Modigliani (1963) et Deaton (1992). Dans le contexte ivoirien, le coefficient négatif et significatif associé au taux de chômage met en évidence l'impact défavorable d'un marché du travail dégradé sur la consommation des ménages, soulignant ainsi la nécessité de prioriser les politiques de création d'emplois, notamment par l'investissement public dans les secteurs porteurs, le renforcement des dispositifs de formation et d'insertion professionnelle, ainsi que le soutien ciblé à l'emploi salarié dans les zones les plus touchées par le chômage.

Conclusion

Cet article a analysé les déterminants de la consommation finale des ménages en Côte d'Ivoire, en l'assimilant à un indicateur de bien-être économique. L'objectif principal était d'identifier les facteurs économiques structurels et conjoncturels qui influencent durablement le niveau de consommation, dans un contexte de transformation économique marqué par la recherche d'une croissance inclusive. L'hypothèse de départ postulait que des variables telles que l'accès au crédit (formel et informel), le taux de chômage et l'inflation exercent une influence significative sur la consommation des ménages à long terme.

Pour tester cette hypothèse, l'étude a mobilisé un modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag) sur des données annuelles couvrant une période de 31 observations. Toutes les variables ont été transformées en logarithmes à l'exception de l'inflation et du chômage restées en niveau. Le modèle a permis de distinguer les effets de court et de long terme tout en intégrant un mécanisme d'ajustement à l'équilibre à travers le terme de correction d'erreur (ECM).

Les résultats de long terme montrent que le crédit de microfinance et le crédit bancaire au secteur privé exercent un effet positif et significatif sur la consommation des ménages, confirmant l'importance du développement financier dans la dynamique de la demande intérieure. Ainsi, un renforcement de l'accès à la microfinance et au crédit bancaire permettrait de soutenir la consommation. Le chômage a, quant à lui, un effet négatif marqué, indiquant que la précarité sur le marché du travail constitue un frein majeur à la consommation. De ce fait, la lutte contre le chômage notamment des jeunes et des femmes améliorerait le bien-être des populations à faibles revenus. Enfin, l'inflation a un effet légèrement positif, mais faiblement significatif, suggérant qu'il s'agit surtout d'un effet prix et non d'un gain réel en bien-être. La maîtrise de l'inflation préserverait le pouvoir d'achat des ménages. À court terme, les effets sont plus atténués, à l'exception du crédit de microfinance qui conserve un impact significatif, tandis que l'ajustement vers l'équilibre est rapide.

Ces résultats valident l'hypothèse initiale et confirment, au plan théorique, les enseignements des modèles keynésiens, des théories du développement financier et de l'économie comportementale de la consommation. Ils rejoignent également plusieurs études empiriques ivoiriennes qui montrent que l'inclusion financière et la stabilité macroéconomique sont essentielles pour stimuler la demande intérieure et améliorer les conditions de vie.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahmat, A. (2025). Inclusion financière et consommation en Afrique : Une analyse par seuils. *African Development Review*, 37(2), 150–168.
- Akotey, J. O., & Adjasi, C. K. D. (2016). Does microcredit increase household welfare in the absence of microinsurance? *World Development*, 77, 380–394.
- Alqatan, A., Talbi, N., Behbehani, H., Ben Belgacem, S., Arslan, M., & Sbeiti, W. (2025). Dynamic Interaction Between Microfinance and Household Well-Being: Evidence from the Microcredit Progressive Model for Sustainable Development. *Econometrics*, 13(1), 12. <https://doi.org/10.3390/econometrics1301001>
- Ando, A., & Modigliani, F. (1963). The "life cycle" hypothesis of saving: Aggregate implications and tests. *The American Economic Review*, 53(1), 55–84.
- Armendáriz, B., & Morduch, J. (2010). *The economics of microfinance* (2nd ed.). MIT Press.
- Banerjee, A., Karlan, D., & Zinman, J. (2015). Six randomized evaluations of microcredit: Introduction and further steps. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 1–21. <https://doi.org/10.1257/app.20140287>
- Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO). (2023). Rapport sur la situation de la microfinance dans l’UEMOA.
- Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO). (2025). Monographies des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, inequality and the poor. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27–49. <https://doi.org/10.1007/s10887-007-9010-6>
- Beck, T., Levine, R., & Loayza, N. (2000). Finance and the sources of growth. *Journal of Financial Economics*, 58(1–2), 261–300.
- Berhane, G., & Gardebroek, C. (2011). Does microfinance reduce rural poverty? Evidence based on household panel data from northern Ethiopia. *Journal of Development Studies*, 47(2), 174–193. <https://doi.org/10.1080/00220381003706477>
- Binaté Fofana, N., Antonides, G., Niehof, A. et al. How microfinance empowers women in Côte d’Ivoire. *Rev Econ Household* 13, 1023–1041 (2015). <https://doi.org/10.1007/s11150-015-9280-2>
- Blanchard, O., & Leigh, D. (2013). Growth forecast errors and fiscal multipliers. *American Economic Review*, 103(3), 117–120.
- Cagan, P. (1956). The monetary dynamics of hyperinflation. In M. Friedman (Ed.), *Studies in the quantity theory of money* (pp. 25–117). University of Chicago Press.

- Carroll, C. D. (1997). Buffer-stock saving and the life cycle/permanent income hypothesis. *Quarterly Journal of Economics*, 112(1), 1–55. <https://doi.org/10.1162/003355397555133>
- Coulibaly, S., & Traoré, S. (2017). Impact du développement du secteur financier sur la consommation des ménages en Côte d’Ivoire. *Revue Ivoirienne d’Économie et de Gestion*, 9(2), 45–60.
- Deaton, A. (1992). *Understanding consumption*. Oxford University Press.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., & Ansar, S. (2022). The Global Findex Database 2021: Financial inclusion, digital payments, and resilience in the age of COVID-19. World Bank. <https://globalfindex.worldbank.org/>
- Diagne, A., & Zeller, M. (2001). Access to credit and its impact on welfare in Malawi (Research Report No. 116). International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Engle, R. F., & Granger, C. W. J. (1987). Co-integration and error correction: Representation, estimation, and testing. *Econometrica*, 55(2), 251–276. <https://doi.org/10.2307/1913236>
- Friedman, M. (1957). *A theory of the consumption function*. Princeton University Press.
- Friedman, M. (1963). *Inflation: Causes and consequences*. Asia Publishing House.
- Friedman, M. (1968). The role of monetary policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.
- Hall, R. E. (1978). Stochastic implications of the life cycle–permanent income hypothesis: Theory and evidence. *Journal of Political Economy*, 86(6), 971–987.
- Hikouatcha, C., Tchana, F. T., & Yogo, T. U. (2023). Institutional quality, competition and the effectiveness of microfinance in sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 32(1), 74–96.
- Hornuf, L., Reiter, J., & Zaby, S. (2024). Digital financial services and household consumption: Evidence from emerging economies. *Journal of Financial Services Research*, 65(3), 295–320.
- Institut National de la Statistique (INS) Côte d’Ivoire. (2022). *Enquête sur le niveau de vie des ménages*.
- Johansen, S. (1988). Statistical analysis of cointegration vectors. *Journal of Economic Dynamics and Control*, 12(2–3), 231–254. [https://doi.org/10.1016/0165-1889\(88\)90041-3](https://doi.org/10.1016/0165-1889(88)90041-3)
- Johansen, S. (1991). Estimation and hypothesis testing of cointegration vectors in Gaussian vector autoregressive models. *Econometrica*, 59(6), 1551–1580. <https://doi.org/10.2307/2938278>
- Kaboski, J. P., & Townsend, R. M. (2012). The impact of credit on village economies. *American Economic Journal: Applied Economics*, 4(2), 98–133.
- Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.

- Kone, M. (2023). Inflation et niveau de consommation des ménages : une analyse sur les pays de l'UEMOA. *International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing (IJFAEMA)*, 5(4). <https://doi.org/10.5281/zenodo.819608>
- Koudou, O. Z. (2009). Analyse de l'impact économique et social de la microfinance dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire [Étude de cas, Portail FinDev]. Consulté à partir de Portail Fin Dev
- McKinnon, R. I. (1973). *Money and capital in economic development*. Brookings Institution Press.
- Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État (MFB/DGTCP). (2023). *Situation des institutions de microfinance en Côte d'Ivoire (2017–2023)*.
- Modigliani, F. (1966). The life cycle hypothesis of saving, the demand for wealth and the supply of capital. *Social Research*, 33(2), 160–217.
- Modigliani, F. (1971). Consumer spending and monetary policy: The linkages. Federal Reserve Bank of Boston Conference Series.
- Modigliani, F., & Brumberg, R. (1954). Utility analysis and the consumption function: An interpretation of cross-section data. In K. K. Kurihara (Ed.), *Post-Keynesian Economics* (pp. 388–436). Rutgers University Press.
- Morduch, J. (1995). Income smoothing and consumption smoothing. *Journal of Economic Perspectives*, 9(3), 103–114.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326. <https://doi.org/10.1002/jae.616>
- Pitt, M. M., & Khandker, S. R. (1998). The impact of group-based credit programs on poor households in Bangladesh: Does the gender of participants matter? *Journal of Political Economy*, 106(5), 958–996.
- Shaw, E. S. (1973). *Financial deepening in economic development*. Oxford University Press.
- Soko, C. (2009). *Les modèles de microfinance en Côte d'Ivoire : origine, organisation et impact*. L'Harmattan
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393–410.
- Tobin, J. (1965). Money and economic growth. *Econometrica*, 33(4), 671–684.
- World Bank. (2025). *World Development Indicators (WDI)*.
- Yunus, M. (1999). *Banker to the Poor: Micro-Lending and the Battle Against World Poverty*. *Public Affairs*.